

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 05/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INDACHLOR S.A.S.U

Port 4206
Route de la Distillerie
59279 Loon-Plage

Références : -

Code AIOT : 0003800615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement INDACHLOR S.A.S.U implanté Port 4206 Route de la Distillerie 59279 Loon-Plage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à un incident le 07/05/2025 sur la canalisation de rejet aqueux du site dont l'inspection avait été informée ce même jour.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INDACHLOR S.A.S.U
- Port 4206 Route de la Distillerie 59279 Loon-Plage

- Code AIOT : 0003800615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société INDACHLOR exploite depuis novembre 2020 une unité de traitement et de valorisation de déchets dangereux liquides chlorés sur la commune de Loon-Plage, dans le département du Nord (59).

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral du 23 août 2018. Son activité relève principalement des rubriques 2770-1, 3510, 3520 et 3550.

Le site relève de la directive Seveso et est classé Seuil Haut par dépassement direct des quantités mentionnées aux rubriques 4110, 4130, 4140, 4150 *toxiques* et 4511 *dangereux pour l'environnement aquatique*.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incident rejet aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/08/2018, article 2.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident est lié à un défaut d'étanchéité d'une ventouse installée sur la canalisation d'effluent. Ces ventouses, au nombre de 3, ont pour fonction de permettre à l'air de s'évacuer de la canalisation. Les 3 ventouses ont été placées en position fermée sans que cela n'engendre de conséquence pour la bonne évacuation du rejet aqueux.

L'étanchéité de la ventouse aurait été altérée du fait de la salinité de l'effluent qui crée un dépôt sur celle-ci.

En cas de réutilisation, une maintenance sera mise en place ainsi qu'une surveillance accrue.

Il est néanmoins regrettable qu'il n'ait pas été étudié, lors de la mise en service de la canalisation, la nécessité de réaliser une maintenance ou un entretien de ces ventouses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2018, article 2.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, rejet aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

Par échange téléphonique du 07/05/2025, l'Inspection a été informée par l'exploitant d'un incident survenu sur la canalisation enterrée de rejet aqueux.

Lors de cet échange, l'exploitant a indiqué qu'il avait été averti, ce jour même, par la brigade nautique de la police nationale d'un débordement au niveau d'un regard de la canalisation de rejet d'effluent aqueux (cf. une pancarte signale qu'il s'agit de la canalisation d'Indachlor). Il a ensuite expliqué que la canalisation est équipée de 3 dispositifs de "ventouses" permettant notamment l'évacuation des poches d'air. Après avoir pris contact avec la société ayant installé la canalisation et les ventouses, ces dernières ont été mises en position fermées, le 07/05/25, afin de les obturer. Cette obturation a permis d'assurer l'étanchéité de la canalisation et ainsi éviter un rejet via la ventouse en cas de dysfonctionnement de celle-ci.

Au vu de ces éléments, une inspection a été diligentée le 15/05/25. Au cours de la visite, l'exploitant a précisé que :

Le système de ventouse a, selon sa fiche descriptive, pour fonction d'assurer via la fermeture ou l'ouverture d'un flotteur l'évacuation et l'admission d'air à grand débit et le dégazage sous pression. La société SPAC a confirmé par courriel du 15/05/25 que : *"Le fait de fermer les vannes sur la ventouse permet de rendre les ventouses hors service. Il n'engendrera pas de casse sur la tuyauterie mais certainement un manque d'efficacité du réseau car l'air ne sera pas évacué aux points hauts. "*

Le jour de l'incident, un mauvais positionnement du flotteur avait été constaté. Le bon positionnement du flotteur étant aléatoire, la décision de fermer les 3 flotteurs a été prise après échange avec la société ayant installé les dispositifs.

Au vu des constats réalisés sur site, il apparaît que cet incident n'était pas le premier. En effet, la végétation est brûlée du fait de la salinité très importante de l'effluent. La superficie impactée peut-être estimée à environ 1 000 m². Il s'agit d'un terrain qui appartient au port et qui n'est pas exploité par un agriculteur.

Cette canalisation a été mise en service fin 2023 dans un couloir technique du GPMD, en coordination avec d'autres sites industriels, du fait du démarrage prochain d'une nouvelle activité industrielle sur l'ancien site Aliphos (cf. du temps d'Aliphos, Indachlor rejetait son effluent dans une canalisation commune pour un rejet final au canal des Dunes). En effet, les effluents des 2 sites ne seront pas compatibles entre eux (cf. risque de formation du sulfate de calcium - plâtre - si les 2 effluents sont mis en commun). Cette canalisation est longue d'environ 5 km, le rejet s'effectue toujours dans le canal des Dunes. L'incident s'est produit à environ 2 km du site (voir p.j - l'incident s'est produit environ au niveau de la croix qui a été entourée. Les 2 autres croix symbolisent l'emplacement des ventouses).

L'ancienne canalisation de rejet, d'une plus courte distance et d'un diamètre plus petit, ne comportait pas de ventouses.

L'effluent rejeté a un pH de 7 et n'est donc pas corrosif.

Par courriel du 22/05/25, l'exploitant indique, après la tenue d'une réunion avec l'installateur de la canalisation que :

- Lors de l'installation des ventouses, aucune recommandation n'a été faite pour leur entretien/maintenance. Néanmoins, une vérification annuelle est recommandée. La maintenance préventive est donc à adapter en fonction de l'effluent.
- Le dysfonctionnement de la ventouse peut s'expliquer par la présence de dépôt causé par la teneur élevée en sels dans l'effluent.
- L'installateur a confirmé que la position fermée des ventouses pourrait, éventuellement, engendrer une sollicitation plus importante de la pompe de transfert si la canalisation

était plus longue.

Il a par ailleurs été confirmé que ces ventouses n'étaient pas indispensables au bon fonctionnement de la ligne, qu'il s'agissait d'une recommandation pour faciliter l'échappement de l'air en point haut lors du test en pression avant la mise en service. Les ventouses ont permis de remplir la canalisation plus facilement sans emprisonner l'air.

A ce jour, les ventouses sont maintenues en position fermées. L'exploitant ne prévoit pas la remise en service des ventouses.

Leur utilisation peut néanmoins se révéler pertinente après un long arrêt. Dans ce cas, l'exploitant prévoit d'assurer une surveillance au pied des ventouses lors de la remise en route du rejet de l'effluent. Les ventouses seront refermées une fois que l'évacuation complète de l'air aura été constatée. Par ailleurs, en cas de décision de remise en service continue, un plan de maintenance préventive trimestrielle sera mis en place. Ce plan inclura également une surveillance renforcée pendant les premiers jours suivant la remise en fonctionnement.

Par ce courriel du 22/05/25, l'exploitant a transmis également la fiche de notification incident complétée.

La visite de terrain réalisée le 15/05 confirme les informations reprises ci-dessus par l'exploitant. Il n'a pas été constaté d'eau en surface, uniquement une végétation brûlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : la reprise de la végétation sur la surface impactée par le rejet d'effluent devra être surveillée. Une réimplantation végétale avec des espèces locales pourra être envisagée, en accord avec le GPMD, si besoin.

Pour ce faire, l'exploitant transmettra régulièrement des photos de la zone impactée.

Remarque : il est regrettable que la question de la maintenance/l'entretien de la ventouse n'ait pas été étudiée plus en amont compte tenu de la salinité de l'effluent.

Type de suites proposées : Sans suite